

DECLARATION LIMINAIRE AU CDAS DU 26/11/2019

Monsieur Le Président

Les représentants de Solidaires Finances Publiques 52 sont inquiets quant au devenir de l'action sociale ministérielle.

En effet, l'action sociale dispose d'un réseau de proximité avec ses délégations départementales. Elle propose aux agent.e.s des prestations de restauration, de logements, de colonies de vacances, de séjours, de loisirs, d'aides, de prêts, de secours ... fortement appréciées des actives et des actifs comme des retraité.e.s.

Pour donner pleinement satisfaction, l'action sociale doit évoluer mais pas à n'importe quel prix.

Solidaires Finances Publiques 52 considère que le budget de l'action sociale doit être intégralement préservé ainsi que toutes ses prestations. Toutes ont leur utilité et répondent à des aspirations profondes.

Le secrétariat général a fait réaliser des audits qui envisagent différentes pistes dont la fusion de certaines associations et la disparition du patrimoine d'EPAF.

L'investissement des agent.e.s des Finances mérite davantage de considération que la liquidation de leur bien collectif !

Dans un contexte particulièrement dégradé en matière de conditions de travail, il serait préjudiciable de fragiliser l'action sociale qui reste un élément essentiel de cohésion sociale.

En conclusion, les représentants de Solidaires Finances Publiques 52 réaffirme leur attachement à une action sociale de qualité pour toutes et tous, actifs, retraités et ayant-droits et qui répondent à leurs besoins.

Notre action sociale a un coût mais elle n'a pas de prix.